

**Contribution d'Elia à la consultation publique de la CREG
(PRD2267) portant sur son projet de proposition relative au
coût brut d'un nouvel entrant et au facteur de correction X.**

Elia Transmission Belgium – 31 aout 2021

Table des matières

- 1. **Introduction 3**

- 2. **Remarques sur la proposition de la CREG 5**
 - 2.1 Liste des technologies éligibles et données utilisées 5
 - 2.2 Détermination du facteur de correction X..... 9
 - 2.3 Autres remarques sur la proposition de la CREG 11

- 3. **Conclusion 12**

1. Introduction

De manière générale, Elia Transmission Belgium (ci-après “Elia”) peut souscrire aux sections 1 « Cadre légal » et 2 « Antécédents » du projet de proposition de la CREG. Sur certains points toutefois, Elia souhaite compléter ou corriger des éléments.

Tout d’abord, en ce qui concerne la collaboration entre Elia et la CREG, Elia entend insister sur le fait qu’elle coopère de la manière la plus constructive possible avec la CREG. Ainsi, et comme le souligne la CREG, l’Arrêté Royal fixant les paramètres avec lesquels le volume de la capacité à prévoir est déterminé, y compris leurs méthodes de calcul, et les autres paramètres nécessaires pour l’organisation des mises aux enchères, ainsi que la méthode pour et les conditions à l’octroi d’une dérogation individuelle à l’application du ou des plafond(s) de prix intermédiaire(s) dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité (ci-après Arrêté Royal du 28 avril 2021) prévoit une collaboration entre la CREG et Elia pour la proposition de valeurs intermédiaires soumise à consultation publique.

La CREG mentionne, dans cette optique, l’échange d’e-mails entre Elia et la CREG des 28-29 juillet 2021. Elia accueille positivement cet échange même si elle regrette qu’un temps extrêmement limité lui ait été accordé pour fournir une réaction préliminaire.

A ce titre, Elia constate que plusieurs éléments qu’elle a soulevés dans sa réponse par e-mail envers la CREG du 29 Juillet 2021 n’ont pas été pris en compte dans le cadre du projet de proposition PRD2267 de la CREG. Elia est d’avis que ces remarques auraient pu être considérées par la CREG dans sa proposition. Elia a repris ces éléments dans cette contribution de manière plus détaillée. Comme déjà exposé à la CREG par e-mail, les délais impartis pour réagir avant le lancement de cette consultation publique étaient, d’une part, trop courts pour permettre une analyse approfondie de la proposition, et d’autre part, la CREG n’avait communiqué que quelques éléments résumant les lignes de force de la consultation publique qui serait lancée.

En second lieu, la CREG suggère de réutiliser les données déterminées par la Direction générale de l’Energie pour la détermination du coût d’un nouvel entrant (CONE) en vue de l’élaboration par la CREG d’une proposition de norme de fiabilité¹ pour la calibration du coût brut d’un nouvel entrant dans le cadre du CRM. Elia supporte cette proposition de la CREG dans la mesure où la réutilisation de ces données s’inscrit de manière logique dans le cadre de la détermination du coût d’un nouvel entrant pour la mise aux enchères Y-4 liée à la période de livraison 2026-27 vu

¹ <https://www.creg.be/fr/publications/proposition-c2243>

la pertinence de celles-ci pour la détermination des coûts à considérer. Cependant, Elia tient à rappeler que l'élaboration d'une norme de fiabilité et la calibration d'une courbe de demande dans le cadre d'une enchère du CRM sont deux exercices bien distincts à la fois en termes d'approche, de contexte et de but poursuivis. Elia reviendra sur ce point plus tard dans cette contribution.

Pour toutes ces raisons, Elia a décidé de participer à cette consultation publique afin de fournir le plus concrètement possible des suggestions à prendre en compte par la CREG avant de finaliser la proposition relative aux valeurs intermédiaires.

Confidentialité:

Elia confirme que cette contribution est non-confidentielle et peut être publiée sur le site internet de la CREG.

2. Remarques sur la proposition de la CREG

2.1 Liste des technologies éligibles et données utilisées

Dans cette section, Elia fait valoir des éléments en réponse à la proposition de la CREG relative au fait de conserver le *market response* comme technologie potentielle de référence pour la détermination du coût net d'un nouvel entrant (ci-après net-CONE) ainsi que sur la méthodologie relative à la détermination du facteur de correction X.

Comme annoncé ci-dessus, Elia soutient globalement la proposition de la CREG de se baser sur les mêmes données que celles fournies par la Direction Générale de l'Energie dans le cadre de la norme de fiabilité pour déterminer le CONE pour l'enchère Y-4 de la période de livraison 2026-27. En effet, il s'agit des données à disposition les plus récentes. Elles ont, en outre, été constituées sur base d'une analyse des nombreuses références publiques dans le cadre de l'étude d'Adéquation et de Flexibilité 2022-2032² publiée récemment par Elia et ont dès lors été consultées publiquement au préalable³. Dans cette optique toujours, Elia partage également la proposition de la CREG de ne pas procéder à une nouvelle évaluation du coût brut d'un nouvel entrant avant la première enchère Y-4. D'une part la réévaluation de celui-ci doit au moins être actée, conformément à l'article 10 §5 de l'Arrêté Royal du 28 avril 2021, tous les trois ans or ce laps de temps n'a pas encore été atteint. D'autre part, Elia partage la volonté de la CREG de ne divulguer aucune information confidentielle reçue dans le cadre des dossiers d'investissement en vue d'obtenir un classement de catégorie de capacité donnant droit à un contrat pluriannuel et pouvant être utilisée pour calculer le coût brut d'un nouvel entrant afin de ne pas influencer l'enchère Y-4 de 2021 à venir (cf. § 36 et 40 du projet de proposition de la CREG). De toute évidence, n'ayant pas accès à ces informations provenant des dossiers d'investissement traités par la CREG, Elia n'est pas capable de juger si ces informations pourraient mener à d'autres conclusions en matière de CONE. De plus, Elia n'est pas capable de juger, à l'heure actuelle, dans quelle mesure le fait de se servir de ces informations serait susceptible de devenir approprié dans le futur.

Cependant, Elia souhaite rappeler la différence importante qui existe entre la détermination du coût brut d'un nouvel entrant (CONE) dans le cadre de la norme de fiabilité et dans celui de la calibration des paramètres de la courbe de demande d'une enchère du CRM. En effet, l'objectif poursuivi par ces deux exercices s'avère être fort différent : d'une part, le calcul du CONE pour

² https://www.elia.be/-/media/project/elia/shared/documents/elia-group/publications/studies-and-reports/20210701_adequacy-flexibility-study-2021_en_v2.pdf

³ https://www.elia.be/-/media/project/elia/shared/documents/elia-group/publications/studies-and-reports/20210625_input-data---adequacy-and-flexibility-study-2021_en.xlsx

la norme de fiabilité permettra, conformément à la méthodologie publiée par ACER⁴ en annexe de la décision 23-2020, de déterminer la *prévision de perte de charge*⁵ maximale autorisée. Dans cette évaluation, le coût brut présente une estimation du moindre coût possible pour rajouter une quantité marginale de capacité. D'autre part, la détermination du coût brut (ensuite net) d'un nouvel entrant sur le marché permet de calibrer la courbe de demande de l'enchère Y-4 relative à la période de livraison 2026-27 en définissant le volume devant être contracté dans le cadre de celle-ci et, une fois multiplié par le facteur X, son prix maximum global. La calibration des paramètres du CRM doit par ailleurs respecter un certain nombre de principes tels que la neutralité technologique⁶ ou la limitation des coûts⁷ : à nouveau, ces principes ne sont pas transposables de la même manière au CONE dans le cadre de la détermination de la norme de fiabilité belge qu'à la détermination du CONE dans le cadre de la calibration de la courbe de demande d'une enchère du CRM.

Elia confirme que, sur base de la lecture de l'arrêté royal du 28 avril 2021 et de la note du SPF Economie de mai 2021, la méthodologie lie d'une certaine manière la détermination du CONE dans les cadres respectifs de la norme de fiabilité et de la calibration du CRM conformément aux méthodologies développées dans l'ERAA. Néanmoins, Elia souhaite insister sur le fait qu'il n'est pas impossible, bien que l'approche pour déterminer les coûts de chaque technologie considérée soit consistante d'un point de vue méthodologique, que l'application de cette méthodologie mène à des résultats de nature différente en terme de choix de technologies à retenir étant donné le type d'objectif visé et les principes qui y sont liés (neutralité technologique et CRM à moindre coût pour la calibration de la courbe de demande). Par conséquent, pour les raisons expliquées ci-dessus, Elia n'est donc pas convaincue par le fait que la technologie déterminant le CONE dans le contexte de la norme de fiabilité doive être également la technologie de référence pour déterminer le net-CONE dans le contexte de courbe de la demande du CRM. Dans cette optique, Elia insiste sur la nécessité de suffisamment considérer le contexte associé à la détermination du CONE avant de fixer la liste des technologies potentiellement éligibles pour celui-ci.

Par rapport aux technologies du tableau 8 de la note du SPF Economie reprises en tant que telles par la CREG dans sa proposition de projet, Elia aimerait souligner le fait que plusieurs technologies y figurant sont potentiellement non-éligibles pour une future participation au CRM : en effet, les technologies éoliennes (onshore et offshore) et photovoltaïques bénéficient typiquement déjà d'un mécanisme de soutien existant et ne peuvent donc prétendre à un mécanisme de soutien additionnel tel que le CRM à la condition de renoncer à leur mécanisme

⁴ [Methodology for the European resource adequacy assessment - ACER, October 2020](#)

⁵ Loss of Load Expectation (LOLE)

⁶ Conformément à l'article 22 §1 de la réglementation 2019/943.

⁷ Conformément à la Loi Electricité.

de soutien actuel⁸. Une telle renonciation est relativement rare et rend, de facto, ces technologies inéligibles pour déterminer le net-CONE pour la calibration de la courbe de la demande du CRM. Il est en outre peu probable, en se basant sur les chiffres présentés au tableau 8 de la note du SPF Economie repris dans le projet de proposition de la CREG, que ces technologies soient sélectionnées en tant que technologie de référence vu l'objectif de déterminer la technologie présentant le « missing-money » le moins élevé parmi cette liste. Elia part donc du principe que ces technologies peuvent être retirées de la liste considérée pour fixer la technologie de référence du CONE. Ensuite, Elia estime que, outre les technologies précitées, la proposition de la CREG (tableau 8 et §41) devrait inclure l'ensemble des nouvelles technologies éligibles proposées à l'exception du *market response*, sans aucunement remettre en cause le fait que le *market response* peut (et doit) faire partie des technologies participant au CRM. La prise en compte de cette dernière technologie dans la liste pour la définition du CONE pourrait en effet porter atteinte à la participation des autres technologies reprises dans la liste des technologies éligibles proposées par la CREG (remettant dès lors en cause le principe de neutralité technologique poursuivi) en raison de son coût inférieur comparé aux autres technologies de la liste.

Sur base des valeurs proposées pour le CONE se trouvant au tableau 8 du projet de proposition de la CREG, la probabilité est élevée que le *market response* soit choisi comme technologie de référence pour la détermination du net-CONE étant donné que cette technologie est susceptible de présenter le niveau de « missing-money » le plus bas⁹ parmi les technologies présentées par la CREG dans son projet de proposition conformément à l'article 10 de l'Arrêté Royal du 28 avril 2021. La probabilité que le *market response* devienne la technologie de référence et influence donc cette calibration via le prix lié au point B et le prix maximum global de l'enchère (point A), défini par ce même net-CONE multiplié par le facteur de correction X, est importante or son « missing-money » a une probabilité élevée d'être inférieur au « missing-money » estimé des autres technologies éligibles. En effet, le net-CONE du '*market response*' resterait potentiellement, sur base notamment des données publiées dans le cadre du rapport de calibration de l'enchère Y-4 pour la période de livraison 2025-26, bien inférieur au net-CONE déterminé l'année passée par la CREG¹⁰.

La combinaison de ces éléments est de nature à empêcher certaines technologies de participer au CRM, ne respectant dès lors pas la condition essentielle de neutralité technologique du CRM. Elia estime que la calibration de la courbe de la demande ne devrait pas mener à une situation

⁸ Conformément à l'article 7undecies, §8 de la Loi Electricité.

⁹ En effet, des revenus ont été estimés pour des unités existantes de différentes technologies dans le rapport de calibration publié par Elia dans le cadre de l'enchère t-4 pour la période de livraison 2025. De ce fait, en considérant les revenus de ces unités existantes comme une proxy pour les revenus d'unités nouvelles pour les différentes technologies reprises dans le tableau 8 du projet de proposition de la CREG et en les déduisant du coût brut affiché dans ce même tableau, le *market response* est la technologie de la liste présentant le niveau de « missing-money » le plus bas.

¹⁰ [C2192-1FR.pdf \(creg.be\)](#)

où la position concurrentielle plus avantageuse d'une technologie exclut la participation d'autres technologies, pourtant à priori capables de participer à l'enchère du CRM. L'exclusion de certaines technologies pour l'enchère Y-4 du CRM pourrait en outre mener le coût du CRM à la hausse, *ceteris paribus*, en réduisant la concurrence entre technologies au sein de l'enchère à venir.

Elia prend par ailleurs connaissance de l'hypothèse de la CREG selon laquelle le besoin de nouvelle capacité sera fortement réduit pour cette nouvelle enchère Y-4 relative à la période de livraison 2026-27, par rapport à la première enchère du CRM en 2021. Selon Elia, le fait qu'il s'agisse du processus de calibration de la deuxième enchère Y-4 du CRM et que d'autres aspects doivent potentiellement être pris en considération par rapport à l'enchère Y-4 relative à la période de livraison 2025-26 ne réduit pas la nécessité de respecter le concept de neutralité technologique du CRM. Il n'est, en outre, pas exclu que de la capacité additionnelle soit contractée dans le cadre de l'enchère Y-4 ayant lieu en 2022 (ou d'une autre enchère future) (dans le cas, par exemple, d'une fermeture de capacité(s) existante(s) ou dans le cas de nouvelles capacités prenant le dessus sur des capacités existantes). Cependant, il ne s'agit, bien évidemment, à ce stade que d'une supposition qui ne devrait pas, en tant que telle, entrer en compte dans le cadre de la proposition relative au coût brut d'un nouvel entrant. Même en considérant qu'une telle hypothèse se confirmerait, *quod non* à ce stade, il n'en demeure pas moins que l'exclusion potentielle de technologies éligibles découlant d'un choix qui se porterait sur le *market response* pourrait avoir des conséquences négatives sur les objectifs de coûts et de neutralité technologique du CRM. Même en cas de besoin réduit, il reste important de respecter le principe de neutralité technologique, Elia ne voit donc pas de raison de dévier des justifications qui ont mené au choix en vigueur pour l'enchère précédente.

En conclusion, sans remettre en cause la participation du *market response* à l'enchère du CRM belge, Elia confirme que cette technologie devrait être écartée de la liste des technologies éligibles pour le coût brut d'un nouvel entrant car elle induit potentiellement l'exclusion d'autres technologies éligibles de cette liste et ne respecte donc pas le principe de neutralité technologique du CRM.

2.2 Détermination du facteur de correction X

Elia souhaite également soulever certains éléments, dans sa réaction, quant à la proposition de la CREG pour le facteur de correction X.

Tout d'abord, Elia souhaite réagir à l'affirmation de la CREG stipulant qu'il serait préférable de déterminer le facteur de correction X en fonction de la technologie dite 'de référence' pour le nouvel entrant compte tenu du calendrier déterminé par l'article 4 §2 de l'Arrêté Royal du 28 avril 2021 selon lequel '*les valeurs intermédiaires (incluant donc le facteur de correction X) doivent être fixées **au plus tard le 15 Septembre** de chaque année par la Ministre après proposition de la CREG et rapport de consultation*'. Elia souhaite donc souligner l'incompatibilité temporelle de la suggestion de la CREG : étant donné que des valeurs intermédiaires doivent être proposées pour le 15 septembre, il n'est pas possible que le coût net d'un nouvel entrant le plus bas ait été déterminé au préalable. En effet, le coût net d'un nouvel entrant ne peut être déterminé que sur base de la différence entre le coût brut d'un nouvel entrant et des revenus associés aux technologies éligibles pour la détermination du CONE. Or, Elia publie les informations relatives à ces revenus dans son rapport de calibration devant être publié au plus tard pour le 15 novembre de l'année précédant l'enchère, conformément à l'article 6 de l'Arrêté Royal du 28 avril 2021.

Ensuite, la CREG propose un facteur de correction de 1,1 induisant une courbe de la demande fortement inélastique et un prix maximum (A) proche du point B de la courbe de demande. Comme mentionné dans la section 2.1, un facteur de correction X bas, tel que proposé par la CREG, combiné avec un net-CONE déterminé sur base du « missing-money » du *market response*, serait susceptible d'exclure une grande partie des nouvelles technologies qui pourraient participer au CRM Belge (cf. tableau 8 du projet de proposition de la CREG).

Pour justifier cette proposition de facteur de correction à hauteur de 1,1, La CREG se base principalement sur l'article 10 § 9 de l'Arrêté Royal du 28 avril 2021 qui précise que '*la valeur du facteur de correction X tient compte des incertitudes liées à l'estimation du coût net d'un nouvel entrant, tant en ce qui concerne la variabilité du coût brut d'un nouvel entrant liée à différentes technologies qu'en ce qui concerne la détermination des rentes inframarginales annuelles sur le marché de l'énergie et des revenus nets des services d'équilibrage*'. Elia souhaite attirer l'attention de la CREG sur le fait que la CREG s'est basée, pour faire cette proposition, sur la version antérieure de cet arrêté royal qui était encore d'application lors de la proposition de projet de la CREG du 20 Septembre 2020¹¹. En effet, l'article 10 § 9 de l'Arrêté Royal du 28 avril 2021 a été

¹¹ [Projet de proposition \(C\)2086/2 24 septembre 2020 – Projet de proposition du coût brut d'un nouvel entrant et du facteur de correction X \(fgov.be\)](#)

modifié par rapport à la version précédente. Il stipule désormais que *'la valeur du facteur de correction X tient compte des incertitudes liées à l'estimation du coût net d'un nouvel entrant, **tant aux différences de coûts entre les technologies éligibles**, au niveau de la variabilité des coûts bruts d'un nouvel entrant associés à différentes technologies qu'au niveau de la détermination des rentes inframarginales annuelles et les revenus nets sur le marché des services auxiliaires d'équilibrage.*

A la lecture de l'article 10 §9 de l'Arrêté Royal du 28 avril 2021 ci-dessus, Elia est d'avis que la CREG devrait tenir compte de différents éléments incertains pour la détermination du facteur de correction à appliquer au net-CONE :

- 1) Du choix de la technologie de référence qui fixera la valeur du coût net d'un nouvel entrant ;
- 2) De la variabilité des coûts d'un nouvel entrant **autant au sein d'une même technologie qu'entre les différentes technologies** considérées comme potentiellement éligibles pour devenir technologie de référence ;
- 3) De la variabilité des revenus estimés pour les technologies de la liste considérée pour la détermination du coût brut d'un nouvel entrant : les rentes inframarginales annuelles gagnées sur le marché de l'énergie¹² et les revenus nets obtenus grâce à la fourniture de services d'équilibrage.

Enfin, Elia souhaite mettre 2 autres points en avant par rapport au facteur de correction de 1,1 proposé par la CREG :

Premièrement, le facteur de correction proposé par la CREG (1,1) est inférieur au facteur de correction appliqué dans le cadre d'autres CRM en Europe (1,5 en Irlande, Pologne et au Royaume-Uni)¹³. Deuxièmement, tel que stipulé dans la décision de la Ministre prise conformément à l'article 4 §3 de l'arrêté Royal du 28 avril 2021, il a été suggéré de considérer une valeur plus élevée pour le facteur de correction (1,5) que la valeur proposée par la CREG (1,1) en se basant notamment sur les réactions exprimées lors de la consultation publique de l'année passée.

En conclusion et en raison des éléments soulevés ci-dessus, Elia souhaite rappeler qu'un facteur de correction de 1,1 n'est peut-être pas très approprié et se demande dans quelle mesure ce facteur de correction devrait être différent de celui qui a été adopté l'année passée, conformément

¹² En ce qui concerne les rentes inframarginales, la CREG a regretté qu'Elia n'ait pas transmis toutes les données sollicitées. Une nouvelle fois, Elia indique qu'au vu de la masse de données et de la nécessité de calibrer une telle demande, il convient de s'accorder sur ce que la CREG exige exactement comme données. Dans ce cadre, Elia avait proposé une réunion et la CREG n'a jamais donné suite.

¹³ Ces données se trouvent dans la réaction d'Elia à la proposition de projet de la CREG 2086 liée à l'enchère t-4 de la période de livraison 2025-26 et sont accessibles via le lien suivant : <https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Publications/Propositions/C2086-2Annex.zip>.

à la décision de la Ministre, pour la calibration de la courbe de demande. Elia se demande donc ce qui justifierait le fait de diverger de la décision de la Ministre relative au facteur de correction de l'année passée justifiée sur base des arguments soulevés ci-dessus et résumés :

- 1) La méthodologie actuelle en vigueur doit être prise en compte pour la détermination du facteur de correction en considérant la variabilité des coûts entre technologies éligibles (ainsi qu'au sein de celles-ci) pour la détermination du CONE ;
- 2) Un facteur de correction peu élevé associé à un choix du *market response* pour le net-CONE peut mener à l'exclusion de plusieurs technologies pour la participation au CRM.
- 3) Un benchmark des facteurs de correction en vigueur dans d'autres Etats dotés d'un CRM en Europe montre qu'un facteur de correction supérieur à celui proposé par la CREG y est préféré.

2.3 Autres remarques sur la proposition de la CREG

Pour le coût moyen pondéré du capital (WACC), la CREG propose d'utiliser une valeur de 7,5% qui est la même que celle utilisée par le SPF Economie dans sa note du 7 mai 2021, par souci de cohérence. Cette valeur de 7,5% est cohérente avec un WACC de 5.53%, augmentée d'une prime de risque additionnelle (comme détaillé par le SPF Economie dans sa note¹⁴). Etant donné qu'à l'heure actuelle, la méthodologie d'application pour la détermination du coût d'un nouvel entrant est basée sur des revenus médians selon l'Arrêté Royal du 28 avril 2021, l'application d'une prime de risque additionnelle en plus du WACC de 5,53% implique un double comptage de l'aversion au risque (celui-ci étant déjà considéré dans le calcul des revenus pour la détermination du « missing-money »). En conséquence, Elia suggère dès lors d'utiliser le coût moyen pondéré du capital sans prime de risque additionnelle, qui est égal à 5.53% selon la note de SPF Economie.

Dans l'optique d'un coût moyen pondéré du capital différent de celui proposé par la CREG, Elia souhaite également rappeler que les valeurs considérées par la CREG pour le CONE telles que détaillées au tableau 8 du projet de proposition de la CREG devraient être reconsidérées sur base des coûts présentés au tableau 7 et d'un WACC de 5.53%. Les valeurs de CONE présentées au tableau 8 de la note du SPF Economie datant de mai 2021 sont en effet basées sur un WACC de 7,5%.

¹⁴ Conformément à la section 3.6 de la note du SPF Economie datant de mai 2021.

3. Conclusion

En conclusion, Elia appuie les suggestions de la CREG pour sa proposition de projet pour les valeurs intermédiaires à l'exception de quelques points pour lesquels elle demande à la CREG de prendre en compte les remarques, les justifications et les suggestions mentionnées dans la présente contribution. En particulier, Elia formule trois suggestions :

- Exclure le *market response* de la liste des technologies éligibles en tant que technologie de référence pour le coût brut d'un nouvel entrant **afin d'éviter l'exclusion de plusieurs technologies éligibles dans le cadre du CRM** à cause d'un coût brut (ensuite net) pour un nouvel entrant trop bas menant à une calibration de la courbe de demande ne respectant potentiellement pas le principe de neutralité technologique. Cette proposition s'inscrit dans la même lignée que la décision de la Ministre relative à l'enchère Y-4 de la période de livraison 2025-26.
- Elia considère qu'il n'y a pas de raison de dévier du facteur de correction X retenu suite à la décision de la Ministre de l'année passée, supérieur à celui proposé par la CREG. En effet, Elia est d'avis que les arguments alors présentés sont encore d'actualité : il est nécessaire de considérer une variabilité potentielle des coûts aussi bien **entre les technologies éligibles** pour déterminer le coût brut d'un nouvel entrant qu'au sein de celles-ci, un facteur de correction suffisamment élevé est nécessaire afin de n'exclure aucune technologie potentiellement éligible du CRM, un facteur de correction plus élevé que celui proposé par la CREG est d'application dans d'autres Etats européens dotés d'un CRM.
- Elia suggère de considérer une valeur de 5,53% pour le WACC utilisé dans la détermination du CONE pour la calibration de la courbe de demande du CRM, en ligne avec la valeur proposée par la SPF Economie dans sa note du 7 mai 2021 (sans tenir compte d'une prime de risque additionnelle étant donné que les risques sont déjà considérés via la méthodologie en vigueur).

De cette manière, toutes les technologies proposées seront capables de participer, de manière réaliste, au CRM (OCGT, CCGT, market response, CHP, IC gas engines, etc.), d'une manière similaire à ce qui se fait dans d'autres CRMs tout en limitant les coûts du mécanisme belge.